

RCS : LIMOGES
Code greffe : 8701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LIMOGES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1961 B 00042
Numéro SIREN : 761 500 420
Nom ou dénomination : EIFFAGE CONSTRUCTION LIMOUSIN

Ce dépôt a été enregistré le 28/04/2022 sous le numéro de dépôt 1534

EIFFAGE CONSTRUCTION LIMOUSIN

Société par Actions Simplifiée au capital de 900 000 euros
Siège social : 4, rue Bernard Lathière - 87000 Limoges
761 500 420 RCS LIMOGES

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

AU 31 DECEMBRE 2021

Certifiés conformes
Le Président

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized initial 'D' followed by several cursive letters, all written in a fluid, connected style.

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	49 539	49 539	0	0
Fonds commercial	432 588	432 588	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	16 001	0	16 001	16 001
Constructions	2 211 843	1 009 754	1 202 089	1 343 563
Installations techniques, matériel	38 545	12 695	25 850	19 764
Autres immobilisations corporelles	265 157	125 011	140 146	169 299
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres participations	556 730	0	556 730	556 730
Créances rattachées à des participations	1 620	0	1 620	1 620
Autres titres immobilisés	30 490	0	30 490	30 489
Prêts	23 603	0	23 603	23 602
Autres immobilisations financières	22 071	0	22 071	22 150
ACTIF IMMOBILISE	3 648 187	1 629 587	2 018 599	2 183 218
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	311 479	0	311 479	170 943
CREANCES				
Clients et comptes rattachés	5 708 326	0	5 708 326	9 032 771
Autres créances	37 182 818	0	37 182 818	19 225 421
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	5 703	0	5 703	5 703
dont actions propres:				
Disponibilités	476 210	0	476 210	1 518 599
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	118 236	0	118 236	24 021
ACTIF CIRCULANT	43 802 773	0	43 802 773	29 977 458
Frais d'émission d'emprunts à étaler	0		0	0
Primes de remboursement des obligations	0		0	0
Ecart de conversion actif	0		0	0
TOTAL GENERAL	47 450 960	1 629 587	45 821 372	32 160 676

Bilan - Passif

Rubriques		31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel	dont versé	900 000	900 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		0	0
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence	0	0
Réserve légale		90 000	90 000
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont rés. Prov. fluctuation cours	0	0
Autres réserves	dont achat œuvres originales artistes	0	2 265 000
Report à nouveau		514	358
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		1 258 123	1 972 956
Acomptes sur dividendes		0	0
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		0	0
CAPITAUX PROPRES		2 248 637	5 228 314
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
AUTRES FONDS PROPRES		0	0
Provisions pour risques		599 491	670 617
Provisions pour charges		85 465	90 670
PROVISIONS		684 956	761 287
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		11 802	139
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs	0	2 150	3 650
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		11 040 708	414 731
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 647 855	14 675 409
Dettes fiscales et sociales		4 146 711	4 003 205
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0
Autres dettes		13 999 142	415 038
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		3 039 411	6 658 905
DETTES		42 887 779	26 171 077
Ecart de conversion Passif		0	0
TOTAL GENERAL		45 821 372	32 160 678

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue de biens	3 345	0	3 345	2 135
Production vendue de services	32 931 008	0	32 931 008	36 815 861
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	32 934 353	0	32 934 353	36 817 996
Production stockée			0	0
Production immobilisée			12 874	1 157 826
Subventions d'exploitation			33 967	12 669
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			257 256	20 817
Autres produits			9 800	12 815
PRODUITS D'EXPLOITATION			33 248 250	38 022 123
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			2 983 258	4 357 785
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes			20 768 141	25 274 861
Impôts, taxes et versements assimilés			334 525	142 339
Salaires et traitements			4 887 665	4 628 860
Charges sociales			3 233 093	2 670 731
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			190 794	183 113
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			0	0
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			0	0
Dotations aux provisions			90 953	4 581
Autres charges			19 744	-31 794
CHARGES D'EXPLOITATION			32 508 173	37 230 476
RESULTAT D'EXPLOITATION			740 077	791 647
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			-7 263	1 106
Perte supportée ou bénéfice transféré			7 809	571
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			823 512	1 086 706
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			129 093	144 797
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	5
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
PRODUITS FINANCIERS			952 605	1 231 508
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			0	-12
Différences négatives de change			0	-5
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
CHARGES FINANCIERES			0	-17
RESULTAT FINANCIER			952 605	1 231 525
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 677 609	2 023 707

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	0
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	130 565	116 522
PRODUITS EXCEPTIONNELS	130 565	116 522
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	78 544	32 571
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	9 333
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	130 565	116 522
CHARGES EXCEPTIONNELS	209 109	158 426
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-78 544	-41 904
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	138 231	0
Impôts sur les bénéfices	202 710	8 846
TOTAL DES PRODUITS	34 324 156	39 371 259
TOTAL DES CHARGES	33 066 033	37 398 302
BÉNÉFICE OU PERTE	1 258 123	1 972 957

Annexes

Informations générales et description de l'activité

La société EIFFAGE CONSTRUCTION LIMOUSIN est une SAS au capital de 900 000 euros.

Elle a pour objet, en France et à l'étranger, dans le domaine du bâtiment.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

Faits caractéristiques de l'exercice

1. Evènements significatifs de l'exercice

La crise sanitaire liée à la Covid 19 n'a pas impacté l'activité de la société au cours de cet exercice.

2. Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

La méthode de l'avancement définie par les articles 622-2 à 622-7 du PCG est appliquée à tous les chantiers de la société.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement physique pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces prévisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées lorsque leur perception est jugée hautement probable.

Opérations faites en commun

Les comptes des sociétés en participation françaises, dont la société est gérante, sont totalement intégrés aux comptes annuels quelque soit le pourcentage de détention. La quote-part de résultat revenant aux associés non gérants est comptabilisée dans les rubriques "bénéfice transféré" ou "perte transférée".

En ce qui concerne les sociétés en participation françaises non gérées et les joint-ventures à l'étranger, seuls sont pris en compte les résultats à hauteur de la quote-part revenant à la société.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Constructions	de 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	de 3 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais liés à leur acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Valeurs mobilières : Méthode d'évaluation et de dépréciation

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque leur valeur vénale est inférieure, à la date de clôture, à leur coût d'entrée en portefeuille. Les intérêts courus sur les valeurs à taux d'intérêt garanti sont constatés à la clôture.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Primes d'émission et de remboursement des emprunts

Les primes d'émission ou de remboursement d'emprunt et les frais d'émission des emprunts sont inscrits à l'actif en charges à répartir et sont amortis linéairement sur la durée des emprunts concernés.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Correctifs à l'avancement

Les correctifs à l'avancement à la baisse liés à l'avis CNC 99-10 sur les contrats de construction, figurent dans le compte Fournisseur Charges à Payer par contrepartie de Charges diverses de gestion. De même, les correctifs à l'avancement à la hausse sont comptabilisés d'avance par contrepartie du compte de Charges diverses de gestion.

Ecart de conversion

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change, les différences de conversion sont inscrites dans la rubrique "écart de conversion".

Les pertes latentes sont constatées en provision pour risques et charges à hauteur de l'écart de conversion actif alors que les gains latents ne sont pas comptabilisés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement. Il correspond à l'ensemble des situations acceptées à la date d'arrêté des comptes majorées des travaux effectués non facturés (Produit à recevoir) ou minorés des travaux facturés par avance (Produit constaté d'avance).

Résultats des filiales sociétés de personnes et assimilées

Dans la mesure où les clauses statutaires le permettent, les résultats des sociétés de personnes et assimilées de l'année en cours sont comptabilisés en produits à recevoir s'il s'agit de bénéfices, ou en charges à payer s'il s'agit de pertes, en contrepartie du compte de résultat financier.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment Travaux Publics autre (à préciser).

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

EIFPAGE CONSTRUCTION LIMOUSIN

Société par Actions Simplifiée au capital de 900 000 euros
Siège social : 4, rue Bernard Lathière - 87000 Limoges
761 500 420 RCS LIMOGES

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

DU 25 AVRIL 2022

Affectation du résultat

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique, approuvant la proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021, d'un montant de 1 258 123,25 euros, augmenté du « Report à nouveau » d'un montant de 514,04 euros, soit un total distribuable de 1 258 637,29 euros, comme suit :

- Aux associés, à titre de dividendes, la somme de :1 258 200,00 euros
Soit 20,97 euros pour chacune des 60 000 actions
composant le capital social,
- Le solde, soit :437,29 euros
au poste « Report à nouveau ».

Ce dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

L'Associé Unique constate, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que les dividendes suivants ont été mis en distribution au cours des trois derniers exercices :

Exercices	Dividendes éligibles à l'abattement	Autres revenus distribués	
		éligibles à l'abattement	non éligibles à l'abattement
31/12/2020	4 237 800 € soit 70,63 € par action		
31/12/2019	NEANT		
31/12/2018	1 950 600 € soit 32,51 € par action		

Le Président





KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Eiffage Construction Limousin Société par Actions Simplifiée

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
Eiffage Construction Limousin
Société par Actions Simplifiée
4 rue Bernard Lathiere - 87000 Limoge
Ce rapport contient 33 pages

KPMG Audit IS,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre.

Siège social :
KPMG Audit IS
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 200 000 €. Code APE 6920Z
512 802 653 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 96 51 28 02 653



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Eiffage Construction Limousin Société par Actions Simplifiée

Siège social : 4 rue Bernard Lathiere - 87000 Limoge

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'attention de l'Associée unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Eiffage Construction Limousin S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, dans la partie « Méthode retenue pour les contrats à LT », votre société comptabilise le chiffre d'affaires et le résultat de ses contrats à long terme selon la méthode de l'avancement. Nous avons apprécié les hypothèses retenues et revu les calculs effectués par votre société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associée unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 21 avril 2022

KPMG Audit IS

Philippe Bourhis
Associé

EIFFAGE CONSTRUCTION LIMOUSIN

**4 RUE BERNARD LATHIERE 87000
LIMOGES**

Annexe aux comptes au 31/12/2021



Sommaire

Comptes annuels.....	3
Bilan - Actif.....	4
Bilan - Passif.....	5
Compte de résultat.....	6
Compte de résultat (suite).....	7
Annexes.....	8
Informations générales et description de l'activité.....	9
Faits caractéristiques.....	10
Règles et méthodes comptables.....	11
Immobilisations.....	15
Amortissements.....	16
Provisions inscrites au bilan.....	17
Etat des créances et des dettes.....	18
Charges à payer et produits à recevoir.....	19
Charges et produits constatés d'avance.....	20
Composition du capital social.....	21
Ventilation du chiffre d'affaires.....	22
Variation des capitaux propres.....	23
Charges et produits exceptionnels.....	24
Engagements hors bilan.....	25
Effectifs moyens.....	26
Filiales et participations.....	27
Autres informations.....	28
Résultat des 5 derniers exercices.....	29

Comptes annuels

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	49 539	49 539	0	0
Fonds commercial	432 588	432 588	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	16 001	0	16 001	16 001
Constructions	2 211 843	1 009 754	1 202 089	1 343 563
Installations techniques, matériel	38 545	12 695	25 850	19 764
Autres immobilisations corporelles	265 157	125 011	140 146	169 299
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres participations	556 730	0	556 730	556 730
Créances rattachées à des participations	1 620	0	1 620	1 620
Autres titres immobilisés	30 490	0	30 490	30 489
Prêts	23 603	0	23 603	23 602
Autres immobilisations financières	22 071	0	22 071	22 150
ACTIF IMMOBILISE	3 648 187	1 629 587	2 018 599	2 183 218
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	311 479	0	311 479	170 943
CREANCES				
Clients et comptes rattachés	5 708 326	0	5 708 326	9 032 771
Autres créances	37 182 818	0	37 182 818	19 225 421
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	5 703	0	5 703	5 703
dont actions propres:				
Disponibilités	476 210	0	476 210	1 518 599
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	118 236	0	118 236	24 021
ACTIF CIRCULANT	43 802 773	0	43 802 773	29 977 458
Frais d'émission d'emprunts à étaler	0		0	0
Primes de remboursement des obligations	0		0	0
Ecart de conversion actif	0		0	0
TOTAL GENERAL	47 450 960	1 629 587	45 821 372	32 160 676

Bilan - Passif

Rubriques		31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel	dont versé	900 000	900 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		0	0
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence	0	0
Réserve légale		90 000	90 000
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont rés. Prov. fluctuation cours	0	0
Autres réserves	dont achat œuvres originales artistes	0	2 265 000
Report à nouveau		514	358
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		1 258 123	1 972 956
Acomptes sur dividendes		0	0
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		0	0
CAPITAUX PROPRES		2 248 637	5 228 314
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
AUTRES FONDS PROPRES		0	0
Provisions pour risques		599 491	670 617
Provisions pour charges		85 465	90 670
PROVISIONS		684 956	761 287
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		11 802	139
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs	0	2 150	3 650
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		11 040 708	414 731
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 647 855	14 675 409
Dettes fiscales et sociales		4 146 711	4 003 205
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0
Autres dettes		13 999 142	415 038
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		3 039 411	6 658 905
DETTES		42 887 779	26 171 077
Écarts de conversion Passif		0	0
TOTAL GENERAL		45 821 372	32 160 678

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue de biens	3 345	0	3 345	2 135
Production vendue de services	32 931 008	0	32 931 008	36 815 861
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	32 934 353	0	32 934 353	36 817 996
Production stockée			0	0
Production immobilisée			12 874	1 157 826
Subventions d'exploitation			33 967	12 669
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			257 256	20 817
Autres produits			9 800	12 815
PRODUITS D'EXPLOITATION			33 248 250	38 022 123
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			2 983 258	4 357 785
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes			20 768 141	25 274 861
Impôts, taxes et versements assimilés			334 525	142 339
Salaires et traitements			4 887 665	4 628 860
Charges sociales			3 233 093	2 670 731
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			190 794	183 113
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			0	0
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			0	0
Dotations aux provisions			90 953	4 581
Autres charges			19 744	-31 794
CHARGES D'EXPLOITATION			32 508 173	37 230 476
RESULTAT D'EXPLOITATION			740 077	791 647
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			-7 263	1 106
Perte supportée ou bénéfice transféré			7 809	571
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			823 512	1 086 706
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			129 093	144 797
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	5
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
PRODUITS FINANCIERS			952 605	1 231 508
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			0	-12
Différences négatives de change			0	-5
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
CHARGES FINANCIERES			0	-17
RESULTAT FINANCIER			952 605	1 231 525
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 677 609	2 023 707

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	0
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	130 565	116 522
PRODUITS EXCEPTIONNELS	130 565	116 522
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	78 544	32 571
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	9 333
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	130 565	116 522
CHARGES EXCEPTIONNELS	209 109	158 426
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-78 544	-41 904
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	138 231	0
Impôts sur les bénéfices	202 710	8 846
TOTAL DES PRODUITS	34 324 156	39 371 259
TOTAL DES CHARGES	33 066 033	37 398 302
BÉNÉFICE OU PERTE	1 258 123	1 972 957

Annexes

Informations générales et description de l'activité

La société EIFFAGE CONSTRUCTION LIMOUSIN est une SAS au capital de 900 000 euros.

Elle a pour objet, en France et à l'étranger, dans le domaine du bâtiment.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

Faits caractéristiques de l'exercice

1. Evènements significatifs de l'exercice

La crise sanitaire liée à la Covid 19 n'a pas impacté l'activité de la société au cours de cet exercice.

2. Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

La méthode de l'avancement définie par les articles 622-2 à 622-7 du PCG est appliquée à tous les chantiers de la société.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement physique pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces prévisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées lorsque leur perception est jugée hautement probable.

Opérations faites en commun

Les comptes des sociétés en participation françaises, dont la société est gérante, sont totalement intégrés aux comptes annuels quelque soit le pourcentage de détention. La quote-part de résultat revenant aux associés non gérants est comptabilisée dans les rubriques "bénéfice transféré" ou "perte transférée".

En ce qui concerne les sociétés en participation françaises non gérées et les joint-ventures à l'étranger, seuls sont pris en compte les résultats à hauteur de la quote-part revenant à la société.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais liés à leur acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Valeurs mobilières : Méthode d'évaluation et de dépréciation

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque leur valeur vénale est inférieure, à la date de clôture, à leur coût d'entrée en portefeuille. Les intérêts courus sur les valeurs à taux d'intérêt garanti sont constatés à la clôture.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Primes d'émission et de remboursement des emprunts

Les primes d'émission ou de remboursement d'emprunt et les frais d'émission des emprunts sont inscrits à l'actif en charges à répartir et sont amortis linéairement sur la durée des emprunts concernés.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Correctifs à l'avancement

Les correctifs à l'avancement à la baisse liés à l'avis CNC 99-10 sur les contrats de construction, figurent dans le compte Fournisseur Charges à Payer par contrepartie de Charges diverses de gestion. De même, les correctifs à l'avancement à la hausse sont comptabilisés d'avance par contrepartie du compte de Charges diverses de gestion.

Ecarts de conversion

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change, les différences de conversion sont inscrites dans la rubrique "écart de conversion".

Les pertes latentes sont constatées en provision pour risques et charges à hauteur de l'écart de conversion actif alors que les gains latents ne sont pas comptabilisés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement. Il correspond à l'ensemble des situations acceptées à la date d'arrêté des comptes majorées des travaux effectués non facturés (Produit à recevoir) ou minorés des travaux facturés par avance (Produit constaté d'avance).

Résultats des filiales sociétés de personnes et assimilées

Dans la mesure où les clauses statutaires le permettent, les résultats des sociétés de personnes et assimilées de l'année en cours sont comptabilisés en produits à recevoir s'il s'agit de bénéfices, ou en charges à payer s'il s'agit de pertes, en contrepartie du compte de résultat financier.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du BâtimentTravaux Publicsautre (à préciser).

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	482 127	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	482 127	0	0
Terrains	16 001	0	0
Dont composants			
Constructions sur sol propre	0 1 648 746	0	0
Constructions sur sol d'autrui	0 2 401	0	0
Const. Install. générales, agenc., aménag.	0 544 611	0	16 085
Install. techniques, matériel et outillage ind.	0 28 379	0	10 804
Installations générales, agenc. aménag.	39 001	0	0
Matériel de transport	0	0	0
Matériel de bureau, informatique, mobilier	226 156	0	0
Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 505 295	0	26 889
Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0
Autres participations	558 350	0	0
Autres titres immobilisés	30 490	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	45 754	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	634 593	0	0
TOTAL GENERAL	3 622 015	0	26 889

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement	0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	0	0	482 127	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	482 127	0
Terrains	0	0	16 001	0
Constructions sur sol propre	0	0	1 648 746	0
Constructions sur sol d'autrui	0	0	2 401	0
Const. Install. générales, agenc., aménag.	0	0	560 696	0
Install. techniques, matériel et outillage ind.	0	637	38 545	0
Installations générales, agenc. aménag.	0	0	39 001	0
Matériel de transport	0	0	0	0
Matériel de bureau, informatique, mobilier	0	0	226 156	0
Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	637	2 531 546	0
Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
Autres participations	0	0	558 350	0
Autres titres immobilisés	0	0	30 490	0
Prêts et autres immobilisations financières	0	80	45 673	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	80	634 513	0
TOTAL GENERAL	0	717	3 648 187	0

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement	0	0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	482 127	0	0	0	482 127
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	482 127	0	0	0	482 127
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions sur sol propre	415 540	0	144 102	0	559 643
Constructions sur sol d'autrui	2 401	0	0	0	2 401
Constructions installations générales, agenc., aménag.	434 253	0	13 458	0	447 710
Installations techniques, matériels et outillages	8 614	0	4 081	0	12 695
Installations générales, agencements divers	32 054	0	2 381	0	34 435
Matériel de transport	0	0	0	0	0
Matériel de bureau, informatique et mobilier	63 804	0	26 772	0	90 576
Emballages récupérables et divers	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	956 666	0	190 794	0	1 147 460
TOTAL GENERAL	1 438 793	0	190 794	0	1 629 587

Provisions inscrites au bilan

Rubriques	Début de l'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0	0	0
Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litige	0	0	0	0	0	0
Provisions pour garanties données aux clients	554 095	0	90 953	176 122	0	468 926
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pensions, obligations similaires	0	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement immobilisations	0	0	0	0	0	0
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	0	0	0	0	0	0
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	207 192	0	130 565	121 727	0	216 030
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	761 287	0	221 518	297 849	0	684 956
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0	0	0
Dépréciations stocks et en-cours	0	0				0
Dépréciations comptes clients	0	0				0
Autres dépréciations	0	0				0
DEPRECIATIONS	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	761 287	0	221 518	297 849	0	684 956
Dont dotations et reprises d'exploitation			90 953	181 327		
Dont dotations et reprises financières			0	0		
Dont dotations et reprises exceptionnelles			130 565	116 522		

Etats des créances et des dettes

Etat des créances		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an	
Créances rattachées à des participations		1 620	1 620	0	
Prêts		23 603	23 603	0	
Autres immos financières		22 071	22 071	0	
Clients douteux ou litigieux		0	0	0	
Autres créances		5 708 326	5 708 326	0	
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0	
Personnel et comptes rattachés		96 291	96 291	0	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		31 045	31 045	0	
Impôts sur les bénéfices		0	0	0	
Etat et autres collectivités	Taxe sur la valeur ajoutée	1 554 696	1 554 696	0	
	Autres impôts	87 034	87 034	0	
	Etat - divers	0	0	0	
Groupes et associés		35 111 450	35 111 450	0	
Débiteurs divers		302 302	302 302	0	
Charges constatées d'avance		118 236	118 236	0	
TOTAL DES CREANCES		43 056 674	43 056 674	0	
Prêts accordés en cours d'exercice		0			
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0			
Prêts et avances consentis aux associés		0			
Etat des dettes		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		11 666	11 666	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		136	136	0	0
Emprunts et dettes financières divers		2 150	2 150	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		10 647 855	10 647 855	0	0
Personnel et comptes rattachés		668 814	668 814	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 150 495	1 150 495	0	0
Impôts sur les bénéfices		0	0	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Taxe sur la valeur ajoutée	2 305 111	2 305 111	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	22 290	22 290	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0	0	0
Groupes et associés		13 809 035	13 809 035	0	0
Autres dettes		190 107	190 107	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		3 039 411	3 039 411	0	0
TOTAL DES DETTES		31 847 071	31 847 071	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			
Emprunts auprès des associés personnes physiques		0			

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	136
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	11 040 708
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	5 737 370
Dettes fiscales et sociales	795 597
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	0
Total	17 573 810

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	2 143 614
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-355 272
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres créances	0
Disponibilités	0
Total	1 788 342

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	118 236	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
Total charges constatées d'avance	118 236	0	0

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constatés d'avance	3 039 411	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
Total produits constatés d'avance	3 039 411	0	0

Composition du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Crés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	60 000			60 000	15
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
Total	60 000	0	0	60 000	

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Total	
	France	Export	31/12/2021	31/12/2020
Travaux	29 967 806		29 967 806	34 811 382
Prestations de services	2 963 202		2 963 202	2 004 479
Produits accessoires	3 345		3 345	2 135
TOTAL	32 934 353	0	32 934 353	36 817 996

Variation des capitaux propres

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	900 000	0	0	2 355 000	357	1 972 956	0	5 228 313
Affectation de l'exercice				-2 265 000	157	-1 972 956		-4 237 799
Distribution de l'exercice								0
Augmentation de capital								0
Réduction de capital								0
Autres variations						1 258 123		1 258 123
Situation clôture de l'exercice	900 000	0	0	90 000	514	1 258 123	0	2 248 637

Engagements hors bilan

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	728 497	
Avals et cautions	17 064 585	2 220 754
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements	<i>dont Loyers</i>	852 824
	<i>Autres</i>	

Effectifs moyens

	Effectifs
Cadres	88
Agents de maîtrise, techniciens	39
Ouvriers	22
Total	149

Filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Capitaux Propres Hors Capital	Q.P. capital détenue (%)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts, avances	Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes encaissés
				Brute	Nette					
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										

Participations (10 à 50% du capital)

EIFFAGE IMMOBILIER SUD OUEST 5 Place Ravezies 33000 BORDEAUX	30 000	3184044.82	23	6 900	6 900			54 753 301	3 181 037	803 639
---	--------	------------	----	-------	-------	--	--	------------	-----------	---------

Autres participations

EIFFAGE CONST POITOU CHARENTES 8 Route de LA ROCHELLE 79000 BESSINES	210 720	893 104	0.64	1 352	1 352			22 663 384	871 989	9 839
SOCFI 142 Av. Verdun 92442 ISSY LES MOULINEAUX				548 478	548 748					10 034

Autres informations

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE, depuis le 1er janvier 2009.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre 2021 par une diminution du poste 'Clients et comptes rattachés' et une augmentation corrélative du poste 'Autres créances' pour un montant de 2 800 milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe.

La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

Médailles du Travail

L'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre 2021 pour un montant de 85 465,00 €.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.

Résultat des 5 derniers exercices

Nature des indications	Exercice N-4	Exercice N-3	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (en EUR)	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000
Nombre d'actions ordinaires existantes	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Nombre d'actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
II. OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	56 658 688	28 239 010	30 921 739	36 817 996	32 934 353
Résultat avant impôts et charges calculées	2 642 808	1 855 116	2 155 644	2 092 581	1 713 527
Impôt sur les bénéfices	-274 218	-212 984	-14 167	8 846	202 710
Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	0	0	0	0	138 231
Dotations aux amortissements et provisions	112 140	117 455	-95 160	110 778	114 463
Résultat après impôts et charges calculées	2 804 886	1 950 645	2 264 971	1 972 956	1 258 123
Résultat distribué au titre de l'exercice	0	0	0	0	
III. RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts mais avant charges calculées	48,62	34,47	36,16	34,73	22,88
Résultat après impôts et charges calculées	46,75	32,51	37,75	32,88	20,97
Dividende ordinaire net attribué à chaque action					
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés				155	149
Montant de la masse salariale de l'exercice	4 419 062	4 112 647	4 690 365	4 673 513	4 615 815
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	3 515 462	3 303 593	2 971 077	2 626 080	3 504 943